

EN COUVERTURE

Comment sauver le patrimoine français

Joyaux. Missionné par le président de la République, Stéphane Bern dévoile dans *Le Point* la liste des 250 premiers monuments à restaurer.

Par Violaine de Montclos



« **Monsieur Patrimoine** ». Stéphane Bern, ici à Reims le 23 mars, a été nommé en septembre 2017 à la tête d'une mission d'identification et de sauvegarde du patrimoine en péril.

Des ponts et des pigeonniers, des abbayes et des fontaines, des théâtres et des synagogues, des manufactures, des remparts, des arsenaux, des orangeries, des serres, des moulins, des viaducs, des forges, des châteaux, des églises surtout, par centaines... Plus de deux mille monuments, photos et description des lieux à l'appui, figurent déjà dans les cahiers de doléances ouverts par Stéphane Bern. Et, chaque jour, la liste s'allonge, dessinant la carte d'une France éblouissante, à la richesse patrimoniale infinie, mais d'une France en ruine. Ici, c'est un pont du XV^e siècle qu'une crue a emporté. Là, c'est une tour du XI^e siècle qui va, si on ne fait rien, bientôt s'effondrer. Ici, ce sont des thermes gallo-romains que l'eau a infiltrés, menaçant le site de désagrégation. Là encore, c'est un extraordinaire hangar à dirigeables, haut de 28 mètres, unique en France, qui sans entretien risque de disparaître. Les monuments, pour la plupart situés en zone rurale ou dans de petites agglomérations, ont fait l'objet d'un signalement de propriétaires privés, de collectivités locales ou d'associations, soit en ligne, soit directement, par courrier, à Stéphane Bern. Quelques-unes de ces lettres, reçues au ministère de la Culture ou à l'Élysée, étaient d'ailleurs étrangement adressées à un certain « Monsieur Patrimoine ».

Nommé en septembre 2017 par Emmanuel Macron à la tête d'une mission d'identification et de sauvegarde du patrimoine en péril, « M. Patrimoine », c'est bien simple, rêve désormais la nuit de ces pierres descellées, de ces fissures et de ces tuiles craquelées, et travaille le jour comme un damné pour mener à bien, épaulé par la Fondation du patrimoine et les directions régionales des affaires culturelles (DRAC), cette tâche titanesque. Parmi les dossiers qui continuent à affluer, une première sélection de 250 monuments, que nous publions en exclusivité, a déjà été faite. Parmi eux, une quinzaine de sites emblématiques et, au total, un peu plus de 100 monuments seront bientôt sélectionnés pour être financièrement soutenus dans l'année, notamment par les bénéfices du loto du patrimoine que Stéphane Bern a réussi à imposer, mais tous seront inscrits dans un plan de sauvegarde à plus ou moins court terme. « *Nous ne nous attendions pas à recevoir autant de projets. Cette France en ruine, c'est un crève-cœur* », dit l'animateur. « *Les 15 à 20 millions issus du loto sur lesquels nous comptons ne suffiront évidemment pas, poursuit Célia Vérot, directrice générale de la Fondation du patrimoine. Mais ils vont créer une dynamique et il y a de multiples solutions financières sur lesquelles nous sommes en train de travailler.* »

Bern se démène. appelle les élus locaux. trouve parfois lui-même. pour les

Bern se dément, appuie les bras locaux, trouve parfois lui-même, pour les projets trop lourds, des mécènes privés. « *Je rêve que les premiers travaux commencent dans l'année, que les gens voient immédiatement les résultats. Je rêve surtout de sauver l'ensemble des 2 000 monuments qu'on nous a signalés, dit-il. Vous savez, je ne me fais pas payer un centime, j'ai refusé le bureau et les assistants que l'on me proposait, je fais les déplacements entièrement à mes frais. Cette mission me bouffe, mais, si on se souvient de moi un jour, ce sera pour ce travail, pas pour mes émissions de télévision.* »

Vidéo. Que faire du patrimoine architectural français ? La réponse de Stéphane Bern (images : « Le Point »/Mégane Chiecchi).

Evidemment, voir cet animateur populaire, royaliste assumé, qui n'est ni historien de l'art ni haut fonctionnaire, transformé par un simple coup de baguette magique présidentielle en Prosper Mérimée du XXI^e siècle, a provoqué quelques grincements de dents et autres tribunes d'historiens outrés. « *J'ai entendu des inspecteurs des Monuments historiques se foutre ouvertement de sa gueule, raconte un connaisseur du milieu. Et, au ministère, ils ont au départ fait de l'obstruction passive.* » Certaines DRAC, censées collaborer à la mission, rechignent dans les premiers mois à faire remonter les dossiers. Vincent Berjot, à la tête de la Direction générale des patrimoines, ne vient pas toujours aux réunions et on le dit aujourd'hui, après des mois de tensions, sur

le départ. Bern découvre les interminables BIM (réunions interministérielles)

le départ. Bern découvre les interminables RIM (réunions interministérielles), les mystérieuses PC (personnes compétentes) et les lenteurs du vénérable ministère de la Culture. *« Attention, il y a des gens formidables. Mais il y a aussi des hauts fonctionnaires, dans leurs bureaux lambrissés, qui m'ont pris pour un plouc, raconte-t-il. Or quand je vois que l'on va consacrer 466 millions d'euros à la restauration du Grand Palais, alors que le patrimoine en zone rurale tombe en ruine, que des gens se battent sur tout le territoire pour sauver leurs fontaines, leurs ponts, leurs églises, cela me rend malade. Mais, cette fois, le mouvement vient d'en bas et va donc beaucoup plus vite. Ce sont les Français qui signalent les monuments en danger, ce sont eux qui se mobilisent. Et, contrairement aux responsables politiques, qui ont longtemps préféré se faire photographier avec Jeff Koons que devant des vieilles pierres, nos concitoyens sont passionnés par leur patrimoine. »*

Vidéo. Les objectifs sur 5 ans de Stéphane Bern (« Le Point »/Mégane Chiecchi).

La nomination surprise de l'animateur ami du président a contre toute attente réjoui la plupart des défenseurs du patrimoine. *« Bern a lui-même restauré et sauvé un monument *.* Au moins, il sait de quoi il parle, se félicite Didier Rykner, directeur de *La Tribune de l'art*. Mais sa mission est aussi un aveu d'échec. Car ce qu'il fait, c'est en théorie le boulot du ministère de la Culture et des DRAC. Or depuis quinze ans, le patrimoine est le parent pauvre du

ministère. 9 % du budget total de la culture, pour un pays aussi riche en monuments que la France, c'est absurde. »

Candide. Bern, depuis sa nomination, découvre en candide les rouages administratifs et les freins fiscaux qui expliquent en partie l'état des monuments français, et peu à peu sa mission d'inventaire est devenue une sorte d'audit improvisé qu'il mène en électron libre. Armé d'un petit cahier rouge, il reçoit chez lui, à Pigalle, ou dans un restaurant non loin de RTL, des responsables d'entreprises de restauration, des associations de défense patrimoniale, des architectes des Bâtiments de France. Il a vu, depuis septembre, près de 300 personnes et reçu des milliers de lettres. *« Matignon m'a demandé un rapport d'étonnement, ils vont être servis ! s'amuse-t-il. Le drame, en France, est qu'on restaure à grands frais mais qu'on n'entretient pas. La distribution des crédits budgétés est une véritable usine à gaz, l'argent manque souvent sa cible et il y a quantité de freins fiscaux à faire sauter. Une entreprise bénéficie d'une réduction d'impôts de 60 % sur ses dons en mécénat, avec un plafond de 5 euros pour 1 000 euros de chiffre d'affaires. Or, si cette règle des 5 pour 1 000 n'existait pas, les petites entreprises aideraient localement beaucoup plus. Et on exonère de l'Ifi les œuvres d'art, mais pas les écrins qui les accueillent, c'est fou ! Le problème est qu'en France on envisage le patrimoine exclusivement comme un coût, alors que nous sommes la première destination touristique au monde et que ces vieilles pierres constituent la vitrine de notre pays. Elles représentent donc d'innombrables emplois. »*

• • •





Nöyöl.
Clasphane
Barn,
Moerte:
Zöisto ?
häföcipar,
hüseipombre
h017ommet

Estimation

Mémoire.

Antoine

collège

président

Emmanuel

Médiane

États,

de la

Commissaire

Ministre

de 16 par

la (r) vain

de la

Dramatique

(système)

Classique,

Post-

Maison

(système).

des résolutions

de

de la compagnie

de la

transformer

explications

de la

guide

de la

Poitrial,

président

de

la

Fondation

du

patrimoine

(assis,

à

g.),

Stéphane

Pallez,

PDG

de

la

Française

des
jeux
(debout,
à
g.),
et
Stéphane

Alexandre Gady, historien de l'art et président de l'association Sites et monuments, applaudit lui aussi, étonnamment, à la mission de l'histrion cathodique. *« Le loto du patrimoine, cela fait trente ans que nous le réclamons. Bercy a toujours été contre et Stéphane Bern a réussi à l'imposer, comment ne pas s'en réjouir ? explique-t-il. Alors, bravo Stéphane ! Mais je m'inquiète cependant qu'aucun expert, aucun conservateur ni historien ne figure dans le comité de sélection des monuments à sauver. La hiérarchisation des choix ne peut pas être laissée à la Française des jeux ou à la Fondation du patrimoine, qui est une fondation privée. La politique patrimoniale doit être éclairée sur le long terme, il faut un pilote dans l'avion. Or Stéphane Bern, que je sache, n'a qu'une mission ponctuelle. »*

Un loto spécial

A l'occasion des Journées européennes du patrimoine, en septembre 2018, un jeu de grattage et un tirage spécial du Loto seront destinés au patrimoine. Des tickets imprimés à l'effigie d'une quinzaine de monuments à sauver en priorité seront vendus et la part des recettes revenant à l'Etat (estimée entre 15 et 20 millions d'euros) sera alors reversée à la Fondation du patrimoine. La moitié de cette somme espérée servira à financer très rapidement les travaux de la quinzaine de monuments prioritaires. L'autre sera répartie entre une centaine d'autres sites. Vingt millions : la somme est à vrai dire dérisoire, mais elle devrait servir, d'après la Fondation du patrimoine, de levier vertueux permettant d'attirer le mécénat privé et de lancer des projets de mécénat populaire.

L'animateur jure en effet qu'il ne convoite aucun poste et qu'il s'en retournera, une fois la machine lancée, à ses occupations télévisuelles. Mais c'est bien lui qui, de source sûre, fait en coulisse le casting pour trouver un successeur à Vincent Berjot si celui-ci quitte le ministère. Et c'est encore lui qui, à l'inauguration du Salon international du patrimoine culturel, en novembre 2017, constatant qu'aucun représentant de la Rue de Valois ne s'était déplacé, appelait en catastrophe Brigitte Macron pour réclamer sa présence. Une sorte de ministre bis, ou de vrai-faux directeur du patrimoine,

qui s'apprête donc à sélectionner avec la Fondation du patrimoine et la Française des jeux, sous l'œil des époux Macron, la quinzaine de monuments qui, dans toutes les régions françaises, renaîtront dans quelques mois de leurs cendres et la centaine d'autres qui, dans l'année, recevront des subsides inespérés. Choix cornélien. Car, dans la liste que nous publions, chaque site, chaque monument a été le théâtre d'histoires humaines souvent extraordinaires. Ici, à Benfeld, c'est une synagogue qui fut la seule, en Alsace, à échapper, grâce au courage d'un secrétaire de mairie, aux profanations nazies. Là, dans la Manche, c'est un château du XVIII^e repris par un père et son fils de 21 ans : le père décède presque aussitôt, le bâtiment est envahi par la mэрule, le champignon des charpentes, toute la famille et le village se serrent les coudes autour du jeune homme, qui se bat depuis six ans pour la sauvegarde des lieux. Ici, dans la Meuse, c'est un très beau théâtre à l'abandon, construit à l'italienne au début du siècle et repris aujourd'hui par trois copains d'enfance qui rêvent de le faire revivre. Là encore, à Château-Thierry, c'est un hôtel-Dieu fondé par Jeanne de Navarre en 1304, dont la dernière religieuse, sur son lit de mort en 1966, révéla à une employée la présence, au grenier, d'un inestimable trésor. « *Les pierres nous parlent* », s'enflamme « M. Patrimoine ». A lui, maintenant, de trouver l'argent ■

* Stéphane Bern a racheté et restauré le collège royal et militaire de Thiron-Gardais (Eure-et-Loir), dans le Perche.

La force du National Trust

Au berceau de la libre entreprise, l'initiative ne pouvait venir que de quelques particuliers. En 1895, effarés par les ravages que provoquait la révolution industrielle dans le patrimoine anglais, une réformiste, Octavia Hill, un avocat, sir Robert Hunter, un homme d'Eglise, le chanoine Rawnsley, fondent une association caritative en vue de prévenir les destructions de sites historiques. Nulle intervention de l'Etat dans ce National Trust (NT), qui repose essentiellement sur des dons, souvent par héritage, les cotisations des 4,3 millions de membres donnant droit à une carte qui permet de visiter gratuitement la dizaine de milliers d'édifices gérés par le NT, les revenus engendrés par ces sites et, depuis 1994, sur un pourcentage des revenus de la Loterie nationale. Parmi les monuments les plus célèbres pris en charge par le NT, les bains romains de Bath, l'ensemble mégalithique de Stonehenge, les maisons de Lennon et McCartney à Liverpool, le fabuleux château du

XIV^e siècle de Bodiam, la propriété d'Isaac Newton où survit le pommier qui lui aurait inspiré la théorie de la gravité... La force du NT est l'extrême capillarité de son réseau, porté par plus de 45 000 bénévoles ■ F.-G. L.

La tentation espagnole

C'est un modèle qui intéresse la France depuis de nombreuses années : les *paradores*. Ces couvents, châteaux, résidences royales ou hôpitaux (l'hôpital des Rois-Catholiques de Saint-Jacques-de-Compostelle, par exemple), que le roi Alphonse XIII, en 1928, avait transformés en hôtels pour pallier l'extrême faiblesse de l'offre touristique en Espagne. Propriétés de l'Etat, bénéficiant de l'argent public, ces lieux de prestige sont aujourd'hui une centaine à accueillir plus de 1 million de clients par an, non sans provoquer la grogne des hôteliers, qui n'apprécient guère cette « concurrence déloyale ». Le ministre de la Culture Frédéric Mitterrand avait exhumé cette idée en envisageant, contrairement à l'Espagne, un accès mixte qui ne soit pas réservé aux visiteurs hébergés. Une étude de faisabilité avait même été lancée par le Centre des monuments nationaux, qui portait sur quatre lieux : le pavillon de Valois dans le parc de Saint-Cloud, une tour de la Cité de Carcassonne, une partie du fort Saint-André à Villeneuve-lès-Avignon et le château de Bussy-Rabutin. Le rapport n'avait guère été favorable : concurrence hôtelière, surcoût des investissements en raison de la loi sur la protection des monuments. Il n'en demeure pas moins un atout que le modèle espagnol a mis en lumière : les sites autofinancés ont permis de préserver et de rénover le patrimoine. Seules, aujourd'hui, les Héronnières, écuries du château de Fontainebleau, sont sur le chemin d'une transformation partielle en hôtel de luxe. Mais l'idée pourrait bien être généralisée avec des partenaires privés ■ F.-G. L.